

RECUEIL DES INSTRUMENTS JURIDIQUES ET INSTITUTIONNELS
DE FACILITATION DU TRANSPORT ET DES ÉCHANGES
EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

ANNEXE VII-37

**CHARTRE DES TRANSPORTS MARITIMES EN AFRIQUE
DE L'OUEST ET DU CENTRE**

(ABIDJAN 1975)

**DÉCRET N° 82-545
DU 30 OCTOBRE 1982**

*ratifiant la Charte des Transports Maritimes
en Afrique de l'Ouest et du Centre.*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution,

DÉCRÈTE :

Article premier. — Est ratifiée la Charte des Transports Maritimes en Afrique de l'Ouest et du Centre signée à Abidjan (République de Côte d'Ivoire) les 5, 6, et 7 mai 1975.

Article 2. — Le présent décret sera enregistré puis publié au *Journal Officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 30 octobre 1982.

Le Président de la République,

AHMADOU AHIDJO.

**Conférence ministérielle
des États de l'Afrique de l'Ouest
et du Centre
sur les transports maritimes**

à Abidjan, les 5, 6 et 7 mai 1975

**CHARTRE DES TRANSPORTS MARITIMES
EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE**

PREAMBULE

Les États de l'Afrique de l'Ouest et du Centre :

Considérant leur développement économique comme une priorité,

Considérant l'impact des transports maritimes sur leurs économies,

Considérant les prises de position arbitraires

**DECREE NO. 82-545
OF 30 OCTOBER 1982**

*to ratify the Maritime Transport Charter
for West and Central Africa*

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC,

Mindful of the Constitution;

HEREBY DECREES AS FOLLOWS :

1. The Maritime Transport Charter for West and Central Africa, signed at Abidjan, Republic of the Ivory Coast, on 5, 6 and 7 May 1975, is hereby ratified.

2. This decree shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.
Yaounde, 30 October 1982.

AHMADOU AHIDJO.

President of the Republic.

**Ministerial Conference of Western and
Central African States on Maritime Transport**

(Abidjan, 5 - 6 - 7 May 1975)

**MARITIME TRANSPORT CHARTER
FOR WEST AND CENTRAL AFRICA**

PREAMBULE

The States of West and Central Africa.

Recognising their development as a first priority.

Recognising the impact of maritime transport on their respective economies.

Considering the arbitrary decisions made by

des conférences maritimes, notamment en matière de hausse de taux de fret.

Considérant les dispositions favorables du Code de conduite des conférences maritimes pour le développement des marines marchandes des pays en voie de développement, notamment pour la répartition des cargaisons sur la base des 40/40/20,

DECIDENT :

A — Economie maritime.

1. De mettre en place un organisme permanent de concertation sur les transports maritimes notamment d'institutionnaliser la conférence ministérielle.
2. De créer, afin qu'ils soient fonctionnels avant la fin de l'année 1975, des conseils de chargeurs ou des systèmes équivalents dans les pays qui en sont dépourvus.
3. De regrouper ces divers conseils dans un organisme de coopération. A cet effet, la conférence crée une commission ad hoc dont la mission est d'étudier la forme et le fonctionnement de ce regroupement.
4. De créer des comités FAL (commissions nationales et régionales), visant à la simplification des formalités administratives du trafic maritime international.
5. De prévoir l'intervention efficace des Etats dans les activités des services auxiliaires du transport maritime (transit, acconage, manutentions, etc.).
6. De créer des organismes de groupage de fret en vue de favoriser les compagnies de navigation de la région et, à cet effet, recommandent la transformation graduelle du libellé des contrats d'achat de CAF en FOB pour les importations et de FOB en CAF pour les exportations.
7. De créer des organismes nationaux et régionaux d'assurance maritime pour une meilleure protection des intérêts des chargeurs et des compagnies maritimes de la région.

B — Développement des compagnies maritimes de navigation

8. D'unir leurs efforts en vue d'assurer les transports maritimes en provenance ou à destina-

the Maritime Conferences particularly in the field of freight rate increases.

Considering the favourable dispositions of the Code of Conduct of the Maritime Conferences for the development of the merchant fleets of developing countries, notably for the sharing out of cargos on a 40-40-20 basis,

DECIDE :

A. — Maritime Affairs

- 1 — To set up a permanent coordinating body on maritime transport and particularly to institutionalise the ministerial conference.
 - 2 — To create Shippers' Councils or similar bodies in those countries where they do not already exist in such a way that they become operational by the end of the year.
 - 3 — To group these various Councils within the framework of a cooperating body. To this effect an ad hoc Committee, whose mission is to study the form and functioning of this grouping, is to be set up by the Conference.
 - 4 — To set up FAL national and regional Committees for the facilitation of administrative formalities concerning international maritime trade.
 - 5 — To organise the effective intervention of the States concerned in the activities of auxiliary maritime transport services (transit, lighterage, stevedoring, etc.).
 - 6 — To create freight grouping bodies in order to help shipping companies in the region and to this effect to recommend the gradual transformation of the labelling of purchase contracts from CAF to FOB for imports and FOB to CAF for exports.
 - 7 — To create national maritime insurance bodies in order to obtain better protection of the interests of shippers and of shipping companies in the region.
- B. — Development of Shipping Companies*
- 8 — To unite their efforts with a view to assuring maritime transport coming from or going to

tion de leur pays dans les conditions les plus avantageuses pour leur économie.

9. De créer et de développer leur marine marchande.

10. De coordonner l'action des compagnies de navigation nationale afin d'utiliser de façon optimale les capacités de transport, grâce à une organisation concertée des lignes et des agences, en vue d'une exploitation en pool.

11. D'encourager vivement les Etats africains qui créent leur compagnie, en collaboration avec des pays étrangers à prendre la majorité des actions.

12. De créer une conférence maritime africaine de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

13. D'africaniser rapidement les représentants en Afrique des conférences maritimes étrangères desservant les côtes de la région.

14. De faire appel aux organismes de financement africains et à d'autres organismes internationaux pour l'acquisition dans des conditions favorables des navires nécessaires à la création et au développement des flottes vu les mesures contraignantes sur les crédits à l'exploitation de la résolution C 7488 du 18 juillet 1974 des Etats de l'OCDE.

15. D'entreprendre une étude sur l'opportunité de créer des compagnies de navigation régionales.

C — Ports.

16. a) De mettre en place des équipements indispensables pour assurer la fluidité du trafic.

b) D'organiser une exploitation des installations portuaires pour la mise en place de structures de gestion appropriées et par une utilisation rationnelle et économique de la main-d'œuvre portuaire.

c) De doter les ports d'une autonomie de gestion de plus en plus large en vue d'une efficacité meilleure.

17. D'encourager l'association de gestion des ports de l'Afrique de l'Ouest et du Centre dans la mise en place de structures de coopération et d'information.

their countries under the most advantageous conditions for their economy.

9 — To create and develop their merchant fleets.

10 — To coordinate the action of national shipping companies in order to make the best use of transporting capacity through a very close organisation of Lines and agencies with a view to exploitation in a pool system.

11 — To urge those countries who establish shipping lines in partnership with foreign countries to control the majority of the shares.

12 — To set up an African Maritime Conference for West and Central Africa.

13 — To ensure the rapid africanisation of the representatives in Africa of foreign maritime conferences serving the coasts of the region.

14 — To make application to African financing bodies and other international bodies to enable the purchase on favourable terms of the ships necessary for the development of merchant fleets, especially in view of the restrictive measures imposed on export credits by resolution C 7488 — Final of the OECD countries dated 18 July 1974.

15 — To undertake a study on the feasibility of setting up multinational shipping companies.

C. — Ports

16 — a) To set up the necessary to ensure traffic flow.

b) To organise the best possible use of port installation by setting up the appropriate management structures and by ensuring economic utilisation of port labour forces.

c) To give the ports a wider management autonomy in order to obtain higher efficiency.

17 — To encourage management association of the ports of West and Central Africa in the setting up of cooperation and information bodies.

18 — To undertake long-term port development studies to accommodate bulk cargo and container vessels.

18. D'entreprendre des études de développement portuaire à long terme, afin de pouvoir recevoir les navires radeurs et porte-conteneurs.

D — Pays sans littoral.

19. D'institutionnaliser la participation des pays sans littoral à la gestion des ports dont ils sont tributaires et de les encourager à prendre des participations au capital des compagnies de navigation des pays côtiers.

20. De veiller à l'application de tarifs préférentiels aux marchandises en provenance ou à destination des pays sans littoral avec l'accord des pays côtiers.

E — Etudes et formation.

21. De créer et développer, avec l'assistance des organismes spécialisés, des Nations-Unies, des centres régionaux d'étude et de documentation sur les transports maritimes, de créer et de développer des écoles régionales de formation de cadres maritimes, tant navigants que sédentaires dans les meilleurs délais.

D. — Landlocked Countries

19 — To institutionalise the participation of landlocked countries in the management of the ports on which they depend and to encourage them to participate in the capital of the shipping companies of countries on the coast.

20 — To give preferential treatment to goods coming from or going to landlocked countries, with the agreement of coastal countries.

E. — Training and Information

21 — To set up with the help of the specialised bodies of the United Nations regional training and information centres to train both sea going and shore staff as soon as possible.